

Alimentons la Lorraine

Lettre ouverte aux candidats aux élections régionales de mars 2010.

Objectifs a minima : 700 paysans de plus (2000 emplois induits) et 4000 hectares de terres agricoles de plus sur 6 ans pour alimenter la Lorraine.

Madame la candidate, Monsieur le candidat,

L'appel "Alimentons les régions" lancé à l'initiative de Minga, Nature et Progrès et Frères des Hommes, et soutenu par un large réseau d'organisations et de personnalités (cf notre site : www.alimentons-les-regions.fr), vise à vous alerter sur une évolution inquiétante, voire dangereuse.

Avec une population et une surface agricole utilisée relativement stables, la Lorraine a vu disparaître au cours des 20 dernières années plus de la moitié de ses actifs agricoles (41000 en 1988, 19000 en 2007).

Nous assistons donc à une concentration importante et accélérée du nombre d'exploitations agricoles (-24% entre 2000 et 2007) avec pour corollaire l'accroissement non moins important de la surface moyenne (+32% entre 2000 et 2007).

Le mode de production intensif et agro-industriel, encouragé par les politiques ultra-libérales, en est la principale cause.

Les caractéristiques essentielles de ce mode de production sont les suivantes :

- **la pollution** due à l'utilisation massive d'intrants chimiques nuisibles à la santé. Ces produits contaminent de façon cumulative, et donc durable et parfois même irréversible, les sols et les eaux de notre territoire.
- **la dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur** pour l'alimentation carnée et non carnée (particulièrement le maraîchage) de la population lorraine. Dépendance due en bonne partie à la logique productiviste de spécialisation inhérente à l'agro-industrie.
- **la dépendance vis-à-vis du pétrole** due à la production de pesticides, d'engrais et de fertilisants, à la mécanisation à outrance, aux transports inutiles générés par la globalisation de l'économie...
- **la constante augmentation du prix du foncier agricole**, exacerbée par la pression foncière en périphérie des grandes agglomérations. Aujourd'hui le prix moyen à l'hectare de terres labourables en Lorraine s'élève à 3700 euros.
- **La précarisation structurelle d'un nombre croissant d'agriculteurs** dont les revenus sont en chute libre.
- **la perte d'emplois agricoles.**

Rappelons que la région Lorraine a enregistré une des plus fortes augmentations du nombre de demandeurs d'emplois sur l'année écoulée (24,2%) et que le chômage des moins de 25 ans a, quant à lui, augmenté de 32,1%.

Quand ni l'industrie ni les services ne sont en mesure de créer une perspective d'emploi et généralisent la précarité, **réinvestir l'activité agricole sous l'angle de la qualité alimentaire et de la relocalisation de l'économie ouvre des possibilités d'emploi.**

Face à une demande croissante et insatisfaite de la part des ménages en produits alimentaires locaux et de qualité et face à une demande croissante, et insatisfaite localement, de la part d'établissements scolaires en repas bio (55000 repas bio servis en 2008 dans 145 établissements), alors que les exploitations bio en Lorraine (238) représentent moins de 2% du total en nombre et en surface, **de plus en plus de jeunes souhaitent s'installer dans l'agriculture et promouvoir l'agro-écologie comme alternative à l'agro-industrie.**

Mais cette aspiration se heurte à **la spéculation qui rend la terre inaccessible.**

Quand de nombreux projets d'installation agricole échouent tous les ans faute d'accès à la terre, quand les outils censés favoriser l'installation des jeunes servent à étendre les exploitations existantes, il est urgent que la Lorraine se dote d'une politique foncière à la hauteur des enjeux.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est d'abord une question de volonté politique claire fondée sur des objectifs précis.

Les compétences de la région doivent être mobilisées pour :

- appliquer immédiatement une politique de reconquête foncière agraire, et notamment à la périphérie des grandes villes en se fixant pour objectif 4000 hectares sur le prochain mandat.
- une reconquête par la mise en place par exemple de dispositifs co-gérés avec des communes ou des intercommunalités, et destinés à soustraire du marché spéculatif des terres arables pour les mettre à disposition de jeunes en attente d'installation à des conditions acceptables (dans l'esprit de ce qui se pratique déjà avec les pépinières d'entreprises accueillant de jeunes artisans et commerçants).
- développer une formation professionnelle agricole pour la rendre plus efficace, plus réactive au marché intérieur et régional et pour l'adapter à des exploitations à taille humaine et à l'agro-écologie.
- permettre l'installation sur la durée évoquée précédemment de 700 paysans (soit 2000 emplois induits) utilisant des techniques agro-écologiques ne polluant pas les sols, préservant l'humus et la qualité de l'eau, et agissant sur l'aménagement du territoire et des paysages.

- Faciliter la réappropriation par les producteurs et les consommateurs des circuits de distribution, par le soutien notamment aux circuits courts et au commerce de proximité. Des moyens devant également être attribués à la conception et à la création de coopératives agro-alimentaires à taille humaine.
- soutenir et œuvrer en faveur de l'utilisation généralisée de produits alimentaires locaux issus de l'agriculture bio, ou en cours de conversion bio, dans la restauration hors domicile, et en particulier dans la restauration scolaire et universitaire à l'instar des projets développés à Lorient et à Lons Le Saunier.
- créer un conservatoire de semences paysannes lorraines permettant de préserver et diffuser des variétés de semences adaptées à l'écosystème depuis des générations plutôt que de modifier l'écosystème avec des semences hybrides répondant aux exigences normatives de l'agro-industrie.
- soutenir et œuvrer en faveur de l'intégration à l'instruction obligatoire d'une éducation au jardinage, au goût et à la cuisine. Cela permettra à terme aux familles, et notamment aux familles en difficultés financières, de recouvrer une plus grande autonomie alimentaire et une alimentation plus équilibrée grâce à l'autoproduction de légumes.
- associer les collectivités locales, les partenaires sociaux, les associations, les associations, les acteurs de la politique de l'emploi, et plus largement l'ensemble de la société civile à la mise en œuvre et au suivi annuel de ces objectifs.

Nous souhaiterions connaître votre point de vue de candidat sur ces propositions ainsi que vos engagements précis et quantifiés, notamment en matière de politique foncière et de création d'emplois.

Vos réponses, dont nous vous remercions par avance, seront publiées, sauf mention expresse de votre part, sur notre site internet et diffusées à la presse et à l'ensemble des organisations et personnes signataires de notre appel "Alimentons les régions".

Veillez recevoir nos cordiales et citoyennes salutations.

Coordination Lorraine :
Coordination interrégionale :

Daniel Cano : dan.cano@yahoo.fr
Alimentons les Régions
Nature& Progrès
16, avenue Carnot
30100 Alès

Courriel :

contact@alimentons-les-regions.fr

Site internet :

www.alimentons-les-regions.fr